

Décision n° VD2019-384

- Que, article 14, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations
intellectuelles à marchés subséquents pour une
mission d'architecte urbaniste coordonnateur en
vue du réaménagement du quartier des Hauts de
la Croix d'Argent - Mandat d'études confié à la
SA3M - Autorisation de signature du marché
subséquent n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2015/0482 en date du 19/11/2015 relative à une convention du mandat d'études confiées à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers opérationnels et aux relations internationales liées à l'économie ;
- Vu la convention du mandat d'études en date du 4 décembre 2015 autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu l'avenant n° 1 au mandat d'études Ville /SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent en date du 29 janvier 2018 ;
- Vu l'avenant n° 2 au mandat d'études Ville /SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent en date du 31 janvier 2019 ;
- Vu l'avenant n° 3 au mandat d'études Ville/SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent notifié le 17 juin 2019.

Considérant :

- ☐ qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 et suivants du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et que celle-ci a abouti à

la signature d'un accord cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une durée de 10 ans, avec l'équipe Passagers des Villes (mandataire) sis 1 rue de la République à Lyon ; accord cadre notifié par ordre du service en date du 10 septembre 2018 et réceptionné par le titulaire le 20 septembre 2018 ;

- ☐ qu'il est aujourd'hui nécessaire sur la base du fondement de cet accord cadre, de conclure un marché subséquent n° 2 qui portera sur :
- o Mission 1 : La définition du projet urbain d'ensemble :
 - Poursuite du diagnostic sur les aspects urbains et paysagers (stationnement, usages, accessibilités PMR, gestion des espaces publics...) ;
 - Formulation des grands principes et élaboration du plan guide (schéma d'organisation général, densité, emprises bâties, non bâties, volumétrie, épannelage...) ;
 - Accompagnements des lots maîtrisés par des promoteurs privés ;
 - Ateliers fabrique du projet.
 - o Mission 14 : Les études hydrauliques préalables ;
 - o Mission 16 : Les études des opportunités sur le développement en énergies renouvelables de la zone d'études.

Décide en conséquence :

- ☐ d'attribuer un second marché subséquent à l'accord cadre pour la mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la requalification des Hauts de la Croix d'Argent à l'entreprise PASSAGERS DES VILLES (mandataire) et à ses co-contractants pour un montant 57 915.00€ HT sur la base de l'offre remise par le candidat ; l'accord cadre étant mono-attributaire en ne faisant pas l'objet de remises en concurrence lors de la passation des marchés subséquents. Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché subséquent. Sa durée est de 5 ans ;
- ☐ de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville : chapitre 905 ;
- ☐ d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- ☐ que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUL. 2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Chantal MARION

Publiée le : 19 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Déclaration sans suite du marché n°V9B0043EM
"achat de pièces détachées d'origine pour le
matériel d'entretien espaces verts"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de déclarer sans suite la procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9B0043EM), lancée en date du 17 mai 2019, concernant les « Achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien espaces verts » pour les services de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- De déclarer sans suite la procédure de mise en concurrence « Achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien espaces verts » n° V9B0043EM du 17 mai 2019 pour motif d'intérêt général. (Les termes de la rédaction de la consultation compromettent la sécurité juridique de la procédure.)
- De dire que la présente décision sera notifiée par lettre recommandée à tous les candidats.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27 AOUT 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché V9C0007UV Conception et production
artistique de la manifestation Cœur de Ville en
Lumières - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- que la Ville souhaite reconduire la manifestation Cœur de Ville en Lumières pour l'année 2019 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée de 5 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour l'ensemble des lots pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Qualité artistique et esthétique : 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 30%
 - Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 30%
- qu'après analyse,
 - o Pour le lot 1, le Groupe F présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - o Pour le lot 2, la société Super bien SARL présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - o Pour le lot 3, la société Cookies Production présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- o Pour le lot 4, la société B71 SPLR avec la société ID Scenes en sous traitant présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- o Pour le lot 5 la société Timothé Toury SARL présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché conception et production artistique de la manifestation « cœur de ville en lumières »

- Pour le lot 1 au Groupe F pour un montant de 74 996,80 € HT ;
- Pour le lot 2 à la société Superbien SARL pour un montant de 45 988,75 € HT ;
- Pour le lot 3 à la société Cookies Production pour un montant de 49 540 € HT ;
- Pour le lot 4 à la société B71 SPLR (sous traitant ID Scènes) pour un montant de 33 000€ HT ;
- Pour le lot 5 à la société Timothé Toury SARL pour un montant de 7 997€.

Les marchés prennent effet à compter de la notification. Leur durée est de 5 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chemin des cimes"
pour le 3 juillet 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Chemin des cimes » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 3 juillet 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1902673-3
TA - ROCAFULL"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- la requête en expertise n° 1902693-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 mai 2019 par Monsieur Michel ROCAFULL consécutivement aux désordres constatés au droit de sa propriété au 32 rue des Bouquetins provenant de développements racinaires d'arbres ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en expertise n° 1902693-8, le 28 mai 2019, par Monsieur Michel ROCAFULL.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELURL PHELIP.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-390

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1903224-3
- Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903224-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 juin 2019 par un agent de la Ville tendant à condamner la Ville à lui verser une provision dans le cadre d'une réclamation indemnitaire consécutivement à un accident du travail dont il a été victime le 6 février 2012.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1903224-3 le 25 juin 2019 par Monsieur Abdelkader AMEUR ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-391

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Événementiel - Protocole
Service Production

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché Public à Procédure Adaptée relatif au
"Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2019"
n° V9C0009EV

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2019 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée. La prestation se déroulera le 14 juillet 2019 (date pouvant être modifiée selon les conditions météorologiques). Avant cette date, les prestations de préparation commencent à la notification du marché ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o sécurité 35%
 - o qualité technique 25%
 - o qualité esthétique 15%
 - o durée d'occupation du site 5%
 - o prix des prestations 20%

- qu'après analyse, l'entreprise Jacques Couturier Organisation demeurant aux Hautes crèches à Saint-Florent-des-Bois (85310) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° V9C0009EV relatif au « Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2019 » à l'entreprise Jacques Couturier Organisation pour un montant de 90.000€ HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. La prestation se déroulera le 14 juillet 2019 (date pouvant être modifiée selon les conditions météorologiques).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un Accord Cadre pour les achats de
vaisselle traditionnelle et à usage court.
(V8D0033EM)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vaisselle traditionnelle et à usage court pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n° V8D0033EM a été lancée conformément aux articles 25- I. 1°, 67 à 68, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Pour le lot 1 : vaisselle traditionnelle et matériel de cuisine

- qualité (sur analyse des échantillons) 20%

- valeur technique 20%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 60%

Pour le lot 2 : vaisselle à usage court

- qualité (sur analyse des échantillons) 40%
- Valeur technique 20%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 16 juillet 2019 a :

- Classé les offres et choisi pour le lot n°1 la société MONGIN JAUFFRET Z.I. Delta Industrie la Valentine, 13011 MARSEILLE, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Classé les offres et choisi pour le lot n°2 la société COLDIS, ZAC du Plan, 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUES qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Achats de vaisselle traditionnelle et à usage court n° V8D0033EM » montant sans minimum sans maximum, pour le lot n° 1 à la société MONGIN JAUFFRET, pour un montant sans minimum et sans maximum, et pour le lot n° 2 à la société COLDIS pour un montant sans minimum sans maximum.

C'est un marché unique qui est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché "Achat de vaisselle traditionnelle et à usage court" et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Usages et de la Valorisation de
l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs
Modification de la régie de recettes "Les
Terrasses"
Intégration des recettes des "Etalages"
Augmentation de l'encaisse et ajout d'un moyen
de paiement**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 144 du 08 avril 2010 relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses ;

Décision n° VD2019-394

- Vu la décision n° 2012/449 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses ;
- Vu la décision n° 2015/0060 du 23 février 2015 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses ;
- Vu la décision n° 2016/0211 du 22 juin 2016 relative à la modification de la régie en régie prolongée ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 2 juillet 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

Au vu des faibles montants des recettes de la régie « Etalages », il est nécessaire de fusionner les régies « Etalages » et « Terrasses » en une seule régie dénommée « Terrasses et Etalages ».

Décide en conséquence :

-Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes dénommée « Terrasses et Etalages » auprès de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public ;

-Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public (DUVEP) au service Gestion des Moyens Communs, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2 ;

-Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'occupation du Domaine Public ;
- **Droits d'étalages sur le Domaine Public ;**

-Que, article 4, cette régie est installée 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2 ;

-Que, article 5, les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

Numéraire ;
Chèques ;
Carte bancaire ;
Prélèvement ;
Virements
.

-Que, article 6, un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public ;

-Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 € ;

-Que, article 8, le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois ;

-Que, article 9, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'article 3 ;

Décision n° VD2019-394

- Que, article 10, le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 12, l'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination ;
- Que, article 13, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Usages et de la Valorisation de
l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs
Clôture de la régie de recettes "Etalages"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
 - Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2013/0021 du 14 Février 2013 relative à la création de la régie Etalage ;
- Vu la décision n°2016/0225 du 7 juillet 2016 relative à la modification de la régie ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 4 juillet 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

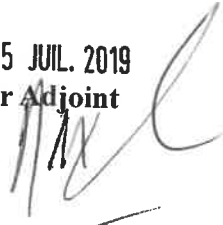
Considérant :

Que pour un meilleur fonctionnement, il est nécessaire de fusionner la régie « Etalages » avec la régie des « Terrasses ».

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il convient de mettre fin à la régie de recettes « Etalages » rattachée à la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public.
- Que, article 2, le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur de recettes.
- Que, article 3, il est mis fin aux fonctions du régisseur de recettes.
- Que, article 3, d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.
- Que, article 4, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur Universitaire
de Montpellier" pour les 5 octobre et 1er
décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 octobre et 1^{er} décembre 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 19 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1903475-1
TA Ricardo SORRENTINO"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903475-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 juillet 2019 par Monsieur Ricardo SORRENTINO contre l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 18 V0180 en date du 25 octobre 2018 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré une permis de construire à la SARL PIERMONT Promotion en vue de la construction d'un immeuble collectif de 19 logements sur un terrain sis 170 avenue de Lodève à Montpellier.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1903475-1 le 7 juillet 2019 par Monsieur Ricardo SORRENTINO ;


Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché 5B0131 ' Construction du groupe scolaire
Malbosc - Croix de Lavit - Benoite Groult-
Mission de contrôle technique ' Avenant n° 2
d'augmentation et de prolongation de délai**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n° 2015/0452 du 21 octobre 2015 attribuant le marché n° 5B0131 « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit – Benoite Groult- Mission de contrôle technique » à BUREAU VERITAS;
- Vu l'avenant n°1 de transfert du marché de BUREAU VERITAS à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION ;
- Vu la décision VD/2017/251 en date du 13 novembre 2017 de transfert du marché de BUREAU VERITAS à BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, avenant n° 1 ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 correspondant.

Considérant :

- qu'un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la référence n° 5B0131 « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit – Benoite Groult- Mission de contrôle technique » et attribué à la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION pour un montant de 34 960 € HT ;

Décision n° VD2019-400

- que le délai prévisionnel pour l'exécution des travaux initialement prévu est de 16 mois, préparation de chantier incluse ;
- qu'un réajustement du planning de travaux défini en phase d'études de projet (PRO) est nécessaire par rapport au planning estimé en phase étude d'avant projet sommaire (APS), début de la mission contrôle technique ;
- que la mission de contrôle technique est portée à 22 mois au lieu de 16 mois, soit 6 mois supplémentaires ;
- que cette prolongation engendre une plus-value de 9 030 € HT ;
- que le montant de l'avenant n° 2 au marché « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit – Benoite Groult- Mission de contrôle technique » est fixé à + 9 030 € HT, portant ainsi le montant du marché à 43 990 € H.T soit une augmentation de 25, 83 % par rapport au montant initial du marché ;
- qu'il est nécessaire de signer un avenant n° 2.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché 5B0131 – « Construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit – Benoite Groult- Mission de contrôle technique » à la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – Immeuble l'Optimum – 450 rue Baden Powell – 34000 Montpellier.
Le montant de cet avenant est : 9 030 € HT soit un pourcentage d'augmentation de 25, 83 %.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° 6D0050
Augmentation du montant du marché et de
prolongation du délai pour le lot 15
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu la délibération n° V2017/168 du 22 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 29 mars 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 correspondant.

Considérant :

- Que le lot 15 « Structure – Couverture de la coursive extérieure « Dragon » » du marché n° 6D0050 a été attribué à la société CMA pour un montant global et forfaitaire de 198 711,65 € HT ;

- Qu'une modification programmatique est intervenue répondant à la volonté d'améliorer les conditions de travail et le confort acoustique en milieu scolaire dans les écoles de la Ville de Montpellier ;
- Que cet élément précité entraîne des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 7 381,00€ HT portant ainsi le montant du marché à 206 092,65€ HT ;
- Qu'un avenant n° 2 au marché n° 6D0050 lot 15 « Structure – Couverture de la coursive extérieure « Dragon » » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 15 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 portant prolongation du délai au 1er décembre 2019 et d'augmentation du montant au marché 6D0050 – lot 15 « Structure – Couverture de la coursive extérieure « Dragon » » de l'entreprise CMA. Le montant de cet avenant est : 7 381,00€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 3,71% ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° 6D0050
Augmentation du montant du marché et de
prolongation du délai pour le lot 6
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la délibération n° VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 correspondant.

Considérant :

- Que le lot 6 « Menuiseries intérieures » du marché n° 6D0050 a été attribué à la société ATELIER DUCROT « 630, rue des Fournels 34400 Lunel » pour un montant global et forfaitaire de 346 740 € HT ;

- Qu'une modification programmatique est intervenue répondant aux nouveaux enjeux de la politique alimentaire des écoles de la Ville de Montpellier ;
- Que ces éléments précités entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 12 533,26 € HT portant ainsi le montant du marché à 359 273,26 € HT ;
- Qu'un avenant n° 2 au marché n° 6D0050 lot 6 « Menuiseries intérieures » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 6 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 portant prolongation du délai au 1er décembre 2019 et d'augmentation du montant au marché 6D0050 – lot 6 « Menuiseries intérieures » de l'entreprise ATELIERS DUCROT. Le montant de cet avenant est : 12 533,26€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 3,61% ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord cadre N° 8B0002 Prestations
d'interprétariat en langue des signes française
pour les agents et usagers de la ville de
Montpellier et de Montpellier Méditerranée
Métropole
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal ;
- Vu la convention de groupement établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole », dans laquelle la Ville est désignée mandataire ;
- Vu la décision n° VD2018-165 attribuant l'accord cadre n° 8B0002 à l'entreprise DES-L, 28, rue des Anémones - 34170 Castelnau le Lez pour un montant maximum de 80 000 euros HT et pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018 ;
- Vu la décision n° VD2019-200 autorisant la signature de l'avenant n° 1.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole doivent permettre l'égal accès des agents et des usagers au service public ;

- que dans cet objectif, il convient d'assurer, sans rupture du service, l'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que le marché mutualisé n° 8B0002 « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » en cours, arrive à échéance le 30 septembre 2019 qu'il convient de le renouveler
- que le futur appel d'offre mutualisé pour une durée d'un an reconductible 3 fois à compter de janvier 2020, actuellement en cours de procédure, ne sera pas attribué à cette date ;
- qu'il convient de prolonger le marché mutualisé n° 8B0002 jusqu'au 31 décembre 2019.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 qui prolonge le marché n° 8B0002 « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société DES-L jusqu'au 31 décembre 2019, d'un montant de 10% soit 8 000 euros HT portant le nouveau montant maximum du marché à 88 000 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire 930 sur le budget de la Ville de Montpellier, et de la Métropole de Montpellier, selon la collectivité concernée

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° 6D0050
Augmentation du montant du marché et de
prolongation du délai pour le lot 4
Avenant n°2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la délibération n° VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 correspondant.

Considérant :

- Que le lot 4 « Cloisons – doublages – faux plafonds » du marché n°6D0050 a été attribué à la société CUARTERO « Espace Commercial Fréjorgues Est 250, rue de la Jasse 34130 Mauguio » pour un montant global et forfaitaire de 365 298,00 € HT;

- Qu'une modification programmatique est intervenue répondant à la volonté d'améliorer les conditions de travail et le confort acoustique en milieu scolaire dans les écoles de la Ville de Montpellier ;
- Que cet élément précité entraîne des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 6 745,00 € HT portant ainsi le montant du marché à 372 043,00 € HT ;
- Qu'un avenant n°2 au marché n°6D0050 lot 4 « Cloisons – doublages – faux plafonds » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 4 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 portant prolongation du délai au 1^{er} décembre 2019 et d'augmentation du montant au marché 6D0050 – lot 4 « Cloisons – doublages – faux plafonds » de l'entreprise CUARTERO. Le montant de cet avenant est : 6 745,00€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 1,85% ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° 6D0050
Augmentation du montant du marché et de
prolongation du délai pour le lot 3
Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la délibération n° VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n° 6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 correspondant.

Considérant :

- Que le lot 3 « Menuiseries extérieures » du marché n°6D0050 a été attribué à la société ATELIERS DUCROT « 630, rue des Fournels 34400 Lunel » pour un montant global et forfaitaire de 502 096 € HT ;

- Qu'une modification programmatique est intervenue nécessitant la fourniture et la pose de rideaux complémentaires dans des espaces non prévus initialement dans le marché ;
- Que ces éléments précités entraînent des sujétions techniques imprévues et une augmentation du montant initial du marché de 2 331,45 € HT portant ainsi le montant du marché à 504 427,45 € HT ;
- Qu'un avenant n° 2 au marché n° 6D0050 lot 3 « Menuiseries extérieures » est nécessaire, ayant pour objet une augmentation du montant initial du marché ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 3 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 portant prolongation du délai au 1er décembre 2019 et d'augmentation du montant au marché 6D0050 – lot 3 « Menuiseries extérieures » de l'entreprise ATELIERS DUCROT. Le montant de cet avenant est : 2 331,45€ HT soit un pourcentage d'augmentation de 0,46% ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOÛT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 4D0047 Missions de diagnostics
Avenant n° 2 Prolongation du délai du marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
- Vu la décision n° 2015/0333 du 18 août 2015 attribuant le marché « Missions de diagnostics » à l'entreprise SOCOTEC, pour un montant sans minimum ni maximum pour une durée d'un an qui peut être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Vu la décision VD2018-336 du 26 septembre 2018 « avenant n°1 » ayant pour objet la cession du contrat du marché de SOCOTEC à SOCOTEC CONSTRUCTIONS.

Considérant :

- Qu'un marché n° 4D0047 « Missions de diagnostics » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois se terminant le 24 septembre 2019 ;
- Qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché jusqu'au 24 janvier 2020.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'approuver l'avenant n° 2 au marché « Missions de diagnostics » portant la fin du marché au 24 janvier 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° 5D0019
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'instruction à l'accessibilité
Avenant n° 1 prolongation de marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
- Vu la décision n° 2015/0332 du 18 août 2015 attribuant le marché « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction à l'accessibilité » à l'entreprise QUALICONSULT, pour un montant sans minimum ni maximum et pour une durée d'un an qui peut être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Considérant :

- Qu'un marché n° 5D0019 « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois se terminant le 6 septembre 2019 ;
- Qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché jusqu'au 06 janvier 2020.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 5D0019 « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction à l'accessibilité » portant la fin du marché au 06 janvier 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 4B0194
Missions de Coordonnateur de Sécurité et
Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1)
et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
prévention des risques (lot 2)
Avenant n° 1 prolongation des délais du marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la décision n° 2015/0334 du 18 août 2015 attribuant le marché « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot2) » à la société QUALICONSULT SECURITE pour le lot 1 et à la société ACF BTP pour le lot 2, pour un montant sans minimum ni maximum pour une durée d'un an qui peut être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Considérant :

- Qu'un marché n° 4B0194 « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot n° 1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot n° 2) » a été lancé ;
- Qu'il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum conclus pour une durée d'un an reconductible trois fois se terminant le 10 septembre 2019 pour le lot 1 et le 11 septembre 2019 pour le lot 2 ;

- Qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché jusqu'au 10 janvier 2020 pour le lot 1 et jusqu'au 11 janvier 2020 pour le lot 2.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 4B0194 ayant pour objet les prolongations du marché pour le lot 1 « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 » jusqu'au 10 janvier 2020 et pour le lot n° 2 « assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques » jusqu'au 11 janvier 2020.

ARTICLE 2 : De dire que ces avenants sont sans incidence financière dans la mesure où ces marchés sont sans minimum ni maximum.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Formation BPJEPS option Loisirs Tous Publics, Marché V9B0070RH

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation BPJEPS option Loisirs Tous Publics, formation destinée à certains agents de la Direction de l'Education qui ont besoin de ce diplôme pour pouvoir diriger un centre de loisirs ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique : 60%
 - ° Prix : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise Union Régionale de Francas Occitanie, 26 rue Claude Perrault, 31500 TOULOUSE, seul organisme de formation à avoir répondu, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché BPJEPS Option Loisirs Tous Publics, marché n° V9B0070RH à l'entreprise Union Régionale de Francas Occitanie pour un montant de 5700€ HT par personne pour une formation complète BPJEPS option Loisirs Tous Publics ; marché passé sans minimum et avec un maximum de 30 000 € pour chaque année d'exécution tout en respectant le seuil des 89 000€ sur la durée totale du marché.

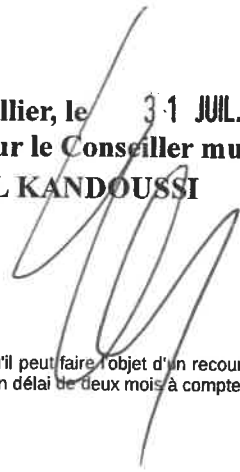
Le marché prend effet à compter du 01/09/2019. Marché conclu pour une durée de un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 JUL. 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un Accord Cadre pour l'achat de
matériel de plomberie, chauffage et arrosage.
(G8D0047EM)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le 2016-360 du 25 mars 2016 décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de plomberie, chauffage et arrosage pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier et des membres du groupement de commandes ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n° G8D0047EM a été lancée conformément, aux articles 25- I. 1°, 67 à 68 et 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et sans maximum ;

Il s'agit d'un marché en groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier, les Communes de Castelnau-Le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-Le-Lez et St Brès, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.

Cet accord-cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations.....50 %
- Valeur technique.....50 %

Notation de la valeur technique sur 50 points – lot 1

- Site de commande en ligne avec tarifs aux conditions du marché consultables en ligne (noté sur 20)
- Délais d'intervention en jours pour échange ou SAV (noté sur 10)
- Délais de livraison en heures (dès réception de la commande) (noté sur 10)
- Conditionnement et emballage des tubes de cuivre (détailler les protections utilisées pour le transport et la livraison (noté sur 10)

Notation de la valeur technique sur 50 points – lots 2 à 6

- Site de commande en ligne avec tarifs aux conditions du marché consultables en ligne (noté sur 20)
- Délais d'intervention en jours pour échange ou SAV (noté sur 15)
- Délais de livraison (noté sur 15)

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 16 juillet 2019 a :

- pour le lot n°1 classé les offres et choisi la société SIDER qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- pour le lot n°2, classé les offres et choisi la société LRI qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- pour le lot n°3, classé l'offre et choisi la société FILTERMAT qui a présenté l'offre économiquement avantageuse.
- pour le lot n°4, classé l'offre et choisi la société LACROIX SOFREL qui a présenté l'offre économiquement avantageuse.
- pour le lot n°5, a attribué le marché à la société SOMAIR GERVAT qui a présenté l'offre économiquement avantageuse.
- Pour le lot n° 6, celui-ci a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général et fera l'objet d'une relance en procédure adaptée.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Achat de matériel de plomberie, chauffage et arrosage n° G8D0047EM » sans minimum sans maximum à :

- pour le lot n° 1 (plomberie) à la société SIDER domicilié 29 rue Thomas Edison – 33612 CANEJEAN pour un montant sans minimum sans maximum ;
- pour le lot n° 2 (matériel de chauffage et pièces détachées) à la société LA ROBINETTERIE INDUSTRIELLE, domicilié 27 rue Cuvier – 93107 MONTREUIL (LRI) pour un montant sans minimum sans maximum ;

Décision n° VD2019-413

- pour le lot n°3 (filtres pour centrale de traitement d'air) à la société FILTERMAT BELGIUM domicilié Winninlaar 17 – 91140 TEMSE (Belgique) pour un montant sans minimum sans maximum ;
- pour le lot n°4 (matériel de gestion centralisée) à la société LACROIX SOFREL domicilié 2 rue du Plessis – 35770 VERN SUR SEICHE pour un montant sans minimum sans maximum ;
- pour le lot n°5 (arrosage intégré) à la société SOMAIR GERVAT domicilié ZI de la Grande Marine – 84800 L'ISLE SUR LA SORGUE pour un montant sans minimum sans maximum ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché "Achat de matériel de plomberie, chauffage et arrosage" et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire. ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction du groupe scolaire croix Lavit
(Benoite Groult)
Marché n° V8D0006AI
Prolongation du délai pour le lot 5
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la décision VD2019-069 en date du 11 février 2019 attribuant le marché V8D0006AI « construction d'un groupe scolaire Benoitte Groult – revêtements de sol – faïence » à l'entreprise SAS JCM.

Considérant :

- Que le marché V8D0006AI a été attribué à la société SAS JCM « 220, chemin du Rieucoulon Bat. 8 34430 SAINT JEAN DE VEDAS » pour un montant global et forfaitaire de 487 755,21 € HT ;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;

Décision n° VD2019-414

- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que les « revêtements de sol – faïence » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 1 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 portant prolongation du délai au 1^{er} décembre 2019 au marché V8D0006AI de l'entreprise SAS JCM ;

Article 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOÛT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Avenant n° 2 pour les lots n° 1, 2, 8, 9, 10, 13 et 14

**Marché n° 6D0050
Construction du groupe scolaire (Malbosc/Croix
Lavit) Benoite Groult
Prolongation de la durée du marché pour
l'ensemble de ces lots
Autorisation de signer les avenants**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la délibération n° VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n°6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n° VD2019-128 du 1^{er} avril 2019 « avenant n° 1 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 pour les lots 1, 2, 8, 9, 10, 13 et 14 correspondant.

Considérant :

Décision n° VD2019-415

- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et que le lot 14 « ESPACES VERTS » ne pourra intervenir que début novembre 2019 ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour les lots 1, 2, 8, 9, 10, 13 et 14 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 2 de prolongation de la durée du marché n° 6D0050 pour les lots 1, 2, 8, 9, 10, 13 et 14 portant ainsi la date de fin du marché au 1^{er} décembre 2019.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M) - Construction et aménagement des
Halles et de la place Alexandre Laissac - Avenant
n° 1 concernant le lot n° 1 : voirie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA délégué aux Finances ;
- Vu la convention de mandat par décision n° 2016/0448 en date du 16 décembre 2016 au bénéfice de la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) ;
- Vu la décision n° VD2018-300 attribuant le marché pour le lot n° 1 voirie à l'entreprise EIFFAGE, pour un montant de 593 951.70 € HT pour une durée de 13 mois.

Considérant :

- Que le projet des halles et de la place Laissac comprend deux composantes intimement liées, la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents qui nécessitent un traitement étroitement coordonné et que dorénavant, par délibération, la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble est confiée à la Commune ;
- Qu'afin d'assurer ce suivi coordonné, la Ville de Montpellier, par décision n° 2016/0448 du 16 décembre 2016, a délégué cette maîtrise d'ouvrage à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier

Décision n° VD2019-416

(SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;

- Qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise EIFFAGE pour le lot numéro 01 : voirie de la place Laissac, pour un montant de 593 951.70 € HT ;
- Que suite à des demandes de la maîtrise d'ouvrage non présentées dans le cahier des charges de l'entreprise, les prestations suivantes ont été sollicitées :
 - utilisation d'un grain de basalte différent pour le bi-couche lors de la phase provisoire ;
 - installation d'un « point chaud » sur la place avec fourreaux et réservation dans le sol pour l'accueil de la borne électrique escamotable ;
 - installation de 4 parasols avec fixation au sol et réservation dans le béton dans l'attente de la fourniture du matériel adéquat.
- Que suite à des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, les prestations suivantes ont dû être réalisées :
 - une zone en béton désactivée a dû être réalisée autour des halles pour permettre aux étagères de continuer à pouvoir livrer dans l'intervalle des travaux sur la place et ainsi accéder au bâtiment ;
 - les palissades comportant les œuvres originales « street art » ont dû être remises en place pour maintenir un espace sécurisé pour la circulation des bus pendant une partie de la réalisation des travaux ;
 - l'entreprise a dû réaliser des ouvrages complémentaires suite à la découverte de réseaux secs trop proches de réseaux humides, qu'il a donc fallu séparer ;
 - un caniveau présent sur la place a dû être remplacé en raison de sa vétusté ;
 - des anciens plots en béton ont été découverts au moment du terrassement et ont dû être démolis.
- Que ces demandes et difficultés matérielles modifient le marché initial et qu'il convient donc de passer un avenant n°1, qui s'élève à 9.9 % du montant global du marché, soit 58 729.77 € HT, sans incidences sur le délai global de réalisation du marché.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de travaux n° : 2907 T 18.01 pour le lot n° 1 voirie avec l'entreprise EIFFAGE , avenant n° 1 d'un montant de 58 729.77 € HT, portant le nouveau montant du marché à 652 681.47 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

.../...

Décision n° VD2019-416

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JUL. 2019**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Autorisation de signature - Convention
d'occupation du gymnase Boutonnet par le
groupe scolaire Daviller / Kergomard, Ville de
Montpellier / Hérault Sport**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté de délégation de Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative et au quartier Hôpitaux-Facultés.

Considérant que :

- Le Département de l'Hérault est propriétaire du Gymnase Boutonnet, salle d'activités sise à Montpellier, route de Mende, dédiée à l'exercice d'activités sportives.
- Par convention d'occupation du domaine public en date du 13 juillet 2010, le Département de l'Hérault avait autorisé les écoles maternelles et primaires relevant de l'Institut Universitaire de Formation de Maîtres (I.U.F.M.), à occuper la salle, les locaux de stockages, les vestiaires, et les sanitaires/douches dépendant de cette salle d'activités ainsi que la terrasse située sur le toit du gymnase et la passerelle qui en permet l'accès depuis la cour des écoles, pendant les horaires scolaires, y compris récréations, à l'exclusion des temps de cantine et de garderie.
- Cette convention a été consentie jusqu'au 31 Août 2020 avec l'I.U.F.M. ; mais cet institut n'ayant plus d'existence juridique, il convient, désormais, d'établir une nouvelle convention.
- Par ailleurs, en vertu de la convention d'occupation du domaine public définissant les conditions de gestion et d'utilisation du Gymnase Boutonnet, signée avec le Département de l'Hérault en date du 1^{er} juillet 2019, Hérault Sport est désormais gestionnaire de l'équipement.

Décision n° VD2019-417

- La Ville de Montpellier a sollicité Hérault Sport pour la mise à disposition de ce gymnase pour la pratique de l'Education Physique et Sportive (EPS) en temps scolaire du Groupe Scolaire Charles DAVILER - Pauline KERGOMARD.
- La présente convention annule et remplace celle passée avec l'IUFM le 13 juillet 2010.
- La mise à disposition est consentie pour l'année scolaire 2019/2020. Elle est renouvelable par tacite reconduction à l'issue de chaque année scolaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 années scolaires.
- La redevance est de 9,40€ / heure d'utilisation sans participation aux frais de fonctionnement.
- La facturation sera trimestrielle sur la base de l'occupation détaillée à l'article 4.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation à titre onéreux du Gymnase Boutonnet à Montpellier, route de Mende, entre Hérault Sport et la Ville de Montpellier.
- D'inscrire la dépense sur le budget principal de la Ville, chapitre 932.
- D'autoriser l'Adjointe déléguée à la Réussite Educative et au Quartier Hôpitaux-Facultés à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 09 SEP. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°
19MA03634 CAA SOCIETE A2H"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903312-1 le 26 juin 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société A2H contre l'arrêté n° PC 34172 18 V0224 en date du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SNC ODYSSEUM Place de France à Montpellier;
- L'ordonnance de renvoi du Tribunal Administratif de Montpellier du 31 juillet 2019 sur la Cour Administrative d'Appel de Marseille,
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près la Cour Administrative de Marseille suite à l'enregistrement de la requête n°19MA03634 de la Société A2H ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°
19MA02940 - CAA - SOCIETE IF ECOPOLE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 19MA02940 déposée le 28 juin 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la Société IF ECOPOLE contre l'arrêté n° PC 34172 18 V0224 en date du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SNC ODYSSEUM Place de France à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 19MA02940 déposée le 28 juin 2019 par la Société IF ECOPOLE ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-420

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "requête n°
19MA02848 - CAA - SARL HAIR POLYGONE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 19MA02848 déposée le 25 juin 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par la SARL HAIR POLYGONE contre l'arrêté n° PC 34172 18 V0224 en date du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SNC ODYSSEUM Place de France à Montpellier.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°19MA02848 déposée le 25 juin 2019 par la SARL HAIR POLYGONE ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-421

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 AOUT 2019**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de caveaux
funéraires.
V9B0071EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de caveaux funéraires conformément aux besoins exprimés par l'Administration des cimetières de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0071EM) a été lancée en date du 28 juin 2019, sous forme d'un Accord Cadre pour un montant maximum de dépense de 40.000 € HT, pour une période d'exécution de 6 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 60% et le délai réduit de livraison pour 40% ;

Décision n° VD2019-424

- Qu'après analyse, l'entreprise STRADAL, 47 avenue des Genottes, 95800 CERGY – SAINT CHRISTOPHE a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de caveaux funéraires » n°V9B0071EM à l'entreprise STRADAL, pour un montant maximum de dépense de 40.000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 6 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tout chapitre ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 SEP 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché ordinaire passé selon
une procédure adaptée pour l'achat d'un chariot
élevateur électrique.
V9B0063EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un chariot élévateur électrique conformément au besoin exprimé par le Service du Protocole de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0063EM) a été lancée en date du 2 juillet 2019, sous forme d'un marché ordinaire assorti d'un délai maximal de livraison de 4 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 40%, la valeur technique pour 35%, le coût d'utilisation pour 15% et la durée de garantie pour 10% ;

Décision n° VD2019-425

- Qu'après analyse, l'entreprise GLIOZZO MANUTENTION, 18 avenue du Général de Gaulle, ZAE Les Hauts de Fabrègues, 34690 FABREGUES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat d'un chariot élévateur électrique » n°V9B0063EM à l'entreprise GLIOZZO MANUTENTION, pour un montant total de 31 440 € HT. C'est un marché ordinaire conclu avec un délai maximal de livraison de 4 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tout chapitre ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n° 1903813-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903813-3 déposée le 19 juillet 2019 par Adrien BEKKOUR, agent de la Ville de Montpellier contestant sa rémunération.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1903813-3 le 19 juillet 2019 par Adrien BEKKOUR ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauier et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-426

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs avec l'association "France Parkinson"
pour les 18 septembre / 2-16-30 octobre / 27
novembre / 4-11-18 décembre 2019.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association "France Parkinson" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 18 septembre / 2-16-30 octobre / 27 novembre / 4-11-18 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette convention est conclue à titre gratuit, compte tenu du caractère caritatif de l'association, et conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 04 SEP. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renégociation du contrat d'emprunt Crédit
Coopératif N° 014838/42559 (référence interne :
13004) : passage à taux fixe avec baisse de marge**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 portant délégation de fonction de M. Max LEVITA,
- Vu l'arrêté n° VAR2019-3108 donnant délégation de signature à M. Abdel EL KANDOUSSI du 5 au 31 août 2019,
- Vu la décision n° 2015-560 relative à la renégociation de la marge du contrat d'emprunt Crédit Coopératif n°13149920 par lettre-avenant n°1,
- Vu le contrat n° 13149920 renuméroté n° 014838C par le Crédit Coopératif,
- Vu la lettre-avenant n°1 en date du 05 janvier 2016,
- Vu le projet de lettre avenant n°2 et le tableau d'amortissement,

Considérant :

- Que le contrat n° 014838C du Crédit Coopératif (référence interne n°13004) présente une marge sur taux variable Euribor 3 mois de 1.30 % élevée au regard des conditions de marché actuelles,
- Que la Ville a sollicité le Crédit Coopératif pour renégocier ces conditions à la baisse soit vers euribor, soit vers taux fixe,
- Que l'offre faite par le Crédit Coopératif en septembre 2018 présentait les caractéristiques principales ci-après qui permettaient un gain financier substantiel :

| Montant | Durée | Indemnité de R.A. | Index | Marge actuelle | Marge proposée | Gain net 09/2018 |
|-----------|--------|-------------------|-----------|----------------|-------------------------------|------------------|
| 1 200 000 | 12 ans | néant | Euribor 3 | 1.30% | Taux fixe de 1.10% équivalent | 0.93% |

| | | | | | | |
|-------|--|--|------|--|--------------------|--|
| euros | | | mois | | marge de 0.37 % | |
|-------|--|--|------|--|--------------------|--|

- Que suite à des migrations informatiques, le Crédit Coopératif n'a pas été en capacité de mettre en œuvre ce réaménagement à bonne date et que celui-ci sera donc effectif pour l'échéance du 01/08/2019, selon les caractéristiques du tableau d'amortissement ci-joint,
- Que ce délai non imputable à la Ville a été préjudiciable en terme financier, il a été demandé au Crédit Coopératif de revoir le taux fixe trimestriel de 1.10% à la baisse. Le Crédit Coopératif a accepté de baisser ce taux fixe de 1.10% à 0.80%. Cette seconde baisse interviendra par le biais d'un autre avenant et d'une nouvelle décision, après application du passage au taux fixe de 1.10%.

Les autres modalités du contrat restent inchangées.

Décide en conséquence :

- D'accepter l'offre du Crédit Coopératif figurant dans la lettre-avenant n°2,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à l'offre décrite, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 26 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de mobilier scolaire.
(V8D0025EM)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobilier scolaire pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°V8D0025EM a été lancée, en date du 24 janvier 2019, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application de l'article 78 et 80 dudit décret relatif aux accords-cadres (accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ;

Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2021, 2022, 2023) ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour les lots 1, 2 et 4 étaient les suivants : valeur technique au regard des documents techniques (20%), performances en matière de protection de l'environnement (20%), analyse des échantillons (20%) et prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 04 juin 2019, a classé les offres et choisi l'entreprise DELAGRAVE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que l'entreprise DELAGRAVE étant en redressement judiciaire, il a été fait application de l'article 55 IV du décret susvisé permettant de faire appel aux candidats classés seconds ;

DECIDE :

- **ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché à l'entreprise DPC pour les lots 1 et 2, et à l'entreprise LAFA pour le lot 4, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, ni maximum et un opérateur économique ;

C'est un marché conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- **ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- **ARTICLE 3 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- **ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 26 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ZAC de la Restanque
Parcelles OO 31 et 33
Convention de participation entre la Ville de
Montpellier /
Société COGEDIM/ SA3M

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n°2018-381 du 25 octobre 2018 approuvant les termes de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 17 décembre 2018 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers ;

Considérant :

- Que la société COGEDIM, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble collectif de 86 logements collectifs accompagné de locaux commerciaux et d'activités en rez de chaussée, situé 730-838 avenue des Près d'Arènes, dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur les parcelles OO31 et 33;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société COGEDIM et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque,

les parcelles cadastrées section OO31 et 33 objet du programme de construction, celle-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :

- surface de plancher (SDP) envisagée 2 634 m² SDP de logements en accession libre, 1 033m² en accession abordable et 1 498 m² SDP en logements sociaux et 1 065m² SDP de commerces et activités ;

- Calcul du montant estimé de la participation :

Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres ; 165€/m² SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m² SDP pour les logements sociaux et 150€/m² DSP pour les locaux commerciaux et d'activités (année Juin 2019) :

$(2634\text{m}^2 \times 317\text{€}) + (1033\text{m}^2 \times 165\text{€}) + (1498\text{m}^2 \times 120\text{€}) + (1065\text{m}^2 \times 100\text{€}) = 1\,291\,683\text{€}$

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société COGEDIM et la SA3M telle qu'annexée à la présente décision ;

- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;

- D'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Contrôle de Gestion

Extrait du registre des Décisions de la Mairie de Montpellier

Décision relative à un avenant au marché de prestation intellectuelle "expertise juridique et économique relative aux baux emphytéotiques et commerciaux dans le cadre de l'occupation des Halles Castellane" - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal ;
- Vu la notification du marché n°V80547CG « Expertise juridique et économique relative aux baux emphytéotiques et commerciaux dans le cadre de l'occupation des Halles Castellane » en date du 08 janvier 2019 à l'entreprise FIDAL SELAS, pour un montant de 24 000 euros HT.

Considérant :

- Que la prestation intellectuelle initiale portant sur l'analyse juridique et économique relative aux baux emphytéotiques et commerciaux dans le cadre de l'occupation des Halles Castellane était basée sur un cahier des charges portant analyse d'un certain nombre de pièces disponibles détenues par la Ville de Montpellier dans le cadre du montage juridico-économique demandé ;
- Qu'une nouvelle pièce externe et non prévisible, ayant pu être versée par la Ville de Montpellier en phase finale de cette étude, contraint le prestataire à une analyse complémentaire ;

- Que ce complément d'analyse est susceptible de profondément modifier les premiers livrables rendus, entraînant une prestation complémentaire valorisable ;
- Qu'en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, cette modification apparaît donc en lien avec un événement extérieur impactant le cours de l'étude, qu'elle n'est pas substantielle par ailleurs, et ne modifie pas l'objet du contrat ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Expertise juridique et économique relative aux baux emphytéotiques et commerciaux dans le cadre de l'occupation des Halles Castellane avec l'entreprise FIDAL SELAS, avenant d'un montant de 2 500 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 26 500 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1903786-1
TA - Pierre Antoine BONNET"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

-La requête n°1903786-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 juillet 2019 par Monsieur Pierre-Antoine BONNET contre l'arrêté de permis de construire modificatif n° PC 034 172 15 V0227 M02 délivré le 16 mai 2019 à la société URBANIS pour la construction d'une résidence sise 1166 avenue du Professeur Louis Ravas.;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903786-1 par Monsieur Pierre-Antoine BONNET;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2019.
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° V8D0004AI
' Travaux de sécurisation de la cour intérieure de
l'Hôtel Baschy du Cayla '

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur EL KANDOUSSI Abdi, Conseiller Municipal, délégué aux Ressources Humaines ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de réaliser des travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V8D0004AI « Travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.
- Le marché est alloté en trois lots désignés ci-dessous :
 - o Lot 1 : Maçonnerie /Pierre de taille/ Echafaudage
 - o Lot 2 : Menuiseries extérieures bois
 - o Lot 3 : Serrurerie
- Que le lot 3 « Serrurerie » est déclaré infructueux et sera relancé puisqu'une seule offre irrégulière a été remise ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40 % ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 18 Juillet 2019, a été informée du choix de l'entreprise RODRIGUEZ BIZEUL (351 chemin de tire - 46230 Fontanes) pour le lot 1 « Maçonnerie /Pierre de taille/ Echafaudage » présentant l'offre économiquement la plus avantageuse et du choix de l'entreprise IVORRA (1 route de Caux – 34120 Pézénas) pour le lot 2 « Menuiseries extérieures bois » présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer les lots du marché V8D0004AI « Travaux de sécurisation de la cour intérieure de l'Hôtel Baschy du Cayla » ainsi :

- Pour le lot 1 « Maçonnerie /Pierre de taille/ Echafaudage » à l'entreprise RODRIGUEZ BIZEUL pour un montant global et forfaitaire de 199 215 € HT.
- Pour le lot 2 « Menuiseries extérieures bois » à l'entreprise IVORRA pour un montant global et forfaitaire de 115 830 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 6 mois dont 30 jours de préparation.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 900 - 930.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête CAA de Marseille - MARTINEAU - CHRETIEN"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

-L 'ordonnance du Tribunal Administratif de Montpellier n°1501956 du 3 juin 2019 prenant acte du désistement de la Ville dans la requête au fond visant la condamnation des divers participants à l'opération de construction de la serre amazonienne.

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Cour Administrative d'Appel de Marseille contre l'ordonnance du Tribunal Administratif de Montpellier n°1501956 du 3 juin 2019 ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 0 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1904165-1
TA - SA MAB PLANCHON"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La requête n° 1904165-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 août 2019 par la SA MAB PLANCHON contre la décision d'opposition à la déclaration préalable n° DP 34172 19 00170 prise par le Maire de Montpellier le 17 avril 2019 relative à la construction d'une clôture sur la parcelle cadastrée n° DV 74.;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904165-1 le 5 août 2019 par la SA MAB PLANCHON ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au sinistre ayant touché la
Maison du Vivre ensemble - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre
d'indemnisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La proposition de la SMACL, compagnie d'assurance « Dommages aux biens » de la Ville de Montpellier, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 57 758.01€ TTC à la Ville de Montpellier, au titre de l'incendie survenu le 5 mai 2017 à la Maison du Vivre Ensemble.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 57 758.01€ TTC correspondant à l'indemnité totale après avis d'experts.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 0 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Rétrocession d'une concession trentenaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération du Conseil municipal 2016/25 en date du 28 janvier 2016,
- Vu l'arrêté de délégation VAR2019-2332 du 20 mai 2019 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER ;

Considérant :

- La demande formulée par Monsieur Bernard GUILLOT, domiciliée 450 rue Georges Cuvier, 34090 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 46003, section QS-030-04, acquise le 17 janvier 2018, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 042 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Que cet emplacement ne lui convenait pas et qu'il avait donc acquis une autre concession dans un autre secteur du cimetière, le 30 avril 2019 ;
- Qu'à sa demande, il a été mis fin à ce contrat de concession le 17/06/2018 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 992.00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 17/01/2018 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 042 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 992.00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il reste 343 mois à courir, soit $1042/360 \text{ mois} \times 343 = 992.00 \text{ €}$ à rembourser.

Décision n° VD2019-442

- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement mise à disposition de locaux pour
maintien base de vie de chantier située route de
Mende - Autorisation de signer la convention
d'occupation du domaine privé**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant

- Que la Société Civile de Construction Vente Campus Emma, actuelle locataire du bien appartenant à la Ville de Montpellier, situé 770 route de Mende, exprime le souhait de poursuivre l'occupation du local jusqu'au 31 décembre 2019 afin de maintenir la base de vie du chantier situé route de Mende ;
- Qu'une précédente convention autorisait ladite société à occuper ce bien jusqu'au 14 avril 2019 ;
- Que le projet d'aménagement de la Ville sur ce secteur ne nécessite pas l'utilisation immédiate de ce terrain ;

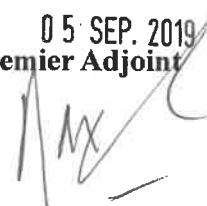
Décide en conséquence :

- De renouveler avec la Société Civile de Construction Vente Campus Emma une convention d'occupation du domaine privé (jointe en annexe) pour la mise à disposition de locaux situés 770 route de Mende à Montpellier à compter du 15 avril 2019, moyennant un loyer mensuel de 200 euros jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, section fonctionnement, chapitre 930 ;

Décision n° VD2019-443

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1904254-1 TA - GAILLARD"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La requête n°1904254-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 août 2019 par Monsieur et Madame GAILLARD contre l'arrêté PC 3417218V0264 en date du 29 mars 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la société BOUYGUES Immobilier tendant à la démolition de la clinique Saint Jean et à la construction d'une ensemble immobilier comprenant 112 logements.;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904254-1 le 9 août 2019 par Monsieur et Madame GAILLARD ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2019
 Monsieur le Conseiller municipal
 Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention d'occupation du Domaine Public
Locaux au sein de l'école Primaire Jeanne
Moreau
Ville / Association Calandreta Dau Chivalet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de l'école primaire Jeanne Moreau, située avenue des Chasseurs à Montpellier ;
- Que l'association Calandreta Dau Chivalet sollicite la mise à disposition de locaux afin de développer l'apprentissage de la langue Occitane.

Décide en conséquence :

- De conclure avec l'association Calandreta Dau Chivalet une convention d'occupation du domaine Public au sein de l'école primaire Jeanne Moreau située avenue des chasseurs à Montpellier ;
- De dire que les locaux mis à disposition, d'une superficie de 473 m², sont composés de 5 salles de classes, d'une salle polyvalente, d'un bureau de direction et d'une cour ;
- De dire que cette convention d'occupation du domaine public prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2019 et fera l'objet d'un renouvellement annuel tacite dans la limite de 10 ans moyennant une redevance annuelle de 48 962 euros, dont 40 205 € au titre de la mise à disposition des locaux, 4 500 € au titre de la mise à disposition du mobilier et 4 257 € au titre de l'estimation des charges ;
- De dire que cette redevance sera imputée au budget section fonctionnement, chapitre 930 ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 SEP. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1903834-1
TA - Etienne ROSSIGNOL"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La requête n°1903834-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 juillet 2019 par Monsieur Etienne ROSSIGNOL contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417218V0190 délivré par le maire de Montpellier le 21 décembre 2018 à la SARL JBMB pour la rénovation et la surélévation de bâtiments implantés sis 28 avenue Georges Clémenceau.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903834-1 le 19 juillet 2019 par Monsieur Etienne ROSSIGNOL ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à
Abigaïl Frantz et Basile Ghosn du 7 au 22
septembre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Abigaïl Frantz et Basile Ghosn, lauréats du prix Drawing Room, ont à ce titre été invités à procéder à une exposition de leurs œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition aura lieu du 7 au 22 septembre 2019 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Abigaïl Frantz et Basile Ghosn à exposer à l'Espace Saint Ravy du 7 au 22 septembre 2019 (installation à partir du 2 septembre et démontage jusqu'au 23 septembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Réaménagement de la zone technique phase 2 :
Bâtiments clinique et quarantaine
Lot 1 : Gros œuvre - Serrurerie
Avenant n° 3 - Autorisation de signer l'avenant
Marché n° 6D0020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la décision n° VD2018-028 en date du 22 février 2018 « avenant n°1 » relative à l'augmentation du montant du lot 1 et la prolongation de la durée du marché ;
- Vu la décision n° VD2018-423 en date du 13 novembre 2018 « avenant n°2 » relative à la prolongation de la durée du marché ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder au réaménagement de la zone technique du zoo et de lancer la phase 2 des travaux ayant pour objet la construction de deux bâtiments neufs, à savoir une clinique vétérinaire et quarantaine ;
- Que le lot 1 du marché 6D0020 « Gros œuvre - Serrurerie » a été attribué à la société DARVER/TECHNICFER ;

Décision n° VD2019-449

- Que l'avenant 2 a été notifié à la société DARVER le 2 janvier 2019 et a prolongé le délai d'exécution des travaux du lot 1 au 30 avril 2019 mais que les prestations n'étant pas exécutées conformément aux dispositions du marché et notamment du CCTP, les opérations préalables à la réception planifiées le 24/04/2019 puis le 20/06/2019 n'ont pu avoir lieu ;
- Que le risque incendie (PPRIF) est aggravé durant l'été et restreint la gamme des travaux autorisés ;
- Que pour ne pas mobiliser le fonctionnement des services durant la période estivale et afin de permettre à l'entreprise TECHNICFER (lot 1 macro lot DARVER/TECHNICFER) de se consacrer aux travaux d'été dévolus aux groupes scolaires, il est acté les points suivants :
 - ✓ L'arrêt des travaux du lot 1 macro – lot « Gros œuvre – serrurerie » jusqu'au 1er Septembre 2019.
 - ✓ L'intervention sous 10 jours à compter du 3 juillet 2019, des mises en jeu pour les bâtiments clinique et quarantaine pour tous les ouvrages exécutés afin de faciliter le suivi animalier nécessaire au bon fonctionnement du zoo.
- Que le présent avenant a pour objet dans le cadre de l'exécution du marché public 6D0020 lot 1 « Gros œuvre – serrurerie », l'arrêt temporaire des travaux jusqu'au 1er septembre 2019 inclus, de la reprise des travaux au 2 septembre 2019 et de prévenir tout litige à naître au titre des travaux objet du marché 6D0020 (lot 1 Gros œuvre – serrurerie) portant sur le réaménagement de la zone technique phase 2 : bâtiments clinique et quarantaine – Zoo de Lunaret.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché 6D0020 lot 1 « Gros œuvre – serrurerie » accordant un arrêt temporaire des travaux jusqu'au 1^{er} septembre 2019 et une reprise des travaux au 2 septembre 2019.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 SEP. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 09 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1904364-1 TA - SCI LA BASTIDE DU PIOCH"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La requête n°1904364-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI LA BASTIDE DU PIOCH le 14 août 2019 contre l'arrêté n° PC 3417218V0287 en date du 17 juin 2019 par lequel le maire a délivré un permis de construire à la société URBIS au 5 rue Nazareth.;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904364-1 le 14 août 2019 par la SCI LA BASTIDE DU PIOCH ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOÛT 2019
 Monsieur le Conseiller municipal
 Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite -
parcelle cadastrée DN 87"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- L'occupation sans autorisation de la parcelle cadastrée DN n°87 propriété de la ville de Montpellier par Monsieur Embarek MARMI;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de Monsieur MARMI occupant sans autorisation la parcelle cadastrée DN n°87, propriété de la Ville de Montpellier;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Chloé
Guillermin du 27 septembre au 20 octobre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Chloé Guillermin, 1 rue du Grand Saint Jean, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 27 septembre au 20 octobre 2019 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Chloé Guillermin à exposer à l'Espace Saint Ravy du 27 septembre au 20 octobre 2019 (installation à partir du 23 septembre et démontage jusqu'au 21 octobre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au
collectif Orient Express du 26 octobre au 17
novembre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que le collectif Orient Express, résidence la Panacée, rue Ecole de Pharmacie, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 26 octobre au 17 novembre 2019 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif Orient Express à exposer à l'Espace Saint Ravy du 26 octobre au 17 novembre 2019 (installation à partir du 21 octobre et démontage jusqu'au 18 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au
collectif Les Briscarts du 22 au 24 novembre 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que le collectif les Briscarts organise le 26^{ème} parcours d'ateliers d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette exposition aura lieu du 22 au 24 novembre 2019 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif les Briscarts à exposer à l'Espace Saint Ravy du 22 au 24 novembre 2019 (installation à partir du 18 novembre et démontage jusqu'au 25 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Alysée
Quitman et Henri Pierre Lecluse du 30 novembre
au 19 décembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Alysée Quitman et Henri-Pierre Lecluse, avenue du Moulin de Tourtorel 34880 Laverune ont déposé une demande en vue de procéder à une exposition de leurs œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 30 novembre au 19 décembre 2019 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Alysée Quitman et Henri-Pierre Lecluse à exposer à l'Espace Saint Ravy du 30 novembre au 19 décembre 2019 (installation à partir du 25 novembre et démontage jusqu'au 20 décembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à
Danièle Sanchez du 11 janvier au 2 février 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Danièle Sanchez, 51 rue de la Cavalerie, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 11 janvier au 2 février 2020 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Danièle Sanchez à exposer à l'Espace Saint Ravy du 11 janvier au 2 février 2020 (installation à partir du 6 janvier et démontage jusqu'au 3 février) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Asto
et Sicko du 8 février au 1er mars 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Léo Cilas et Sebastien Calvet (Asto et Sicko), 467 rue du Moulin des sept cans 34000 Montpellier ont déposé une demande en vue de procéder à une exposition de leurs œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 8 février au 1^{er} mars 2020 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Léo Cilas et Sebastien Calvet (Asto et Sicko), à exposer à l'Espace Saint Ravy du 8 février au 1^{er} mars 2020 (installation à partir du 3 février et démontage jusqu'au 2 mars) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 AOUT 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27 AOUT 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requêtes 1904419-3 et
1904420-3 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Les requêtes n°1904419-3 et n°1904420-3 déposées près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville de Montpellier, tendant respectivement à annuler et à suspendre la décision du 18 juillet 2019 portant placement de l'agent en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 30 juillet 2019. ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1904419-3 et 1904420-3 le 20 août 2019 par Madame Lila HOCINE ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 03 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête n°1904368-1 TA - Alain DIMEGLIO"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- La requête n° 1904368-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 16 août 2019 par Monsieur Alain DIMEGLIO contre l'arrêté n°PC3417218V0301 en date du 1^{er} avril 2019 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à Monsieur VILLANOVA sis avenue du Père Prévost. ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904368-1 le 16 août 2019 par Monsieur Alain DIMEGLIO;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le : 30 AOÛT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs avec l'association ARS Musica pour les 7-
8 et 19 septembre 2019.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ARS MUSICA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 7-8 et 19 septembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs avec l'association "L'accroch'chœur"
pour le 8 décembre 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Accroch'chœur » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 8 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Drommarna" pour le
15 décembre 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Drommarna » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 SEP. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 04 SEP. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.